

CSP.4

**Carte de séjour pluriannuelle portant la mention « salarié détaché ICT »
ou la mention « salarié détaché ICT (famille) »**

L'étranger doit apporter les originaux, accompagnés d'une copie, des documents suivants (NB : les justificatifs doivent être accompagnés, le cas échéant, de leur traduction en français par un traducteur interprète agréé près une cour d'appel) :

1. PREMIÈRE DEMANDE ET RENOUVELLEMENT – DOCUMENTS COMMUNS

code Agdref : 3604

- Visa de long séjour ou visa de long séjour valant titre de séjour.**
- Justificatif d'état civil et de nationalité :**
 - passeport (pages relatives à l'état civil, aux dates de validité, aux cachets d'entrée et aux visas) ;
- Justificatif de domicile datant de moins de 3 mois :**
 - facture d'électricité (ou gaz, eau, téléphone fixe, accès à internet) ; ou : bail de location de moins de 3 mois ou quittance de loyer (si locataire) ; ou taxe d'habitation ;
 - si hébergement à l'hôtel : attestation de l'hôtelier et facture du dernier mois ;
 - en cas d'hébergement chez un particulier : attestation de l'hébergeant datée et signée, copie de sa carte d'identité ou de sa carte de séjour, et acte de propriété (ou relevé de taxe d'habitation ou copie du bail de location de l'hébergeant ou facture d'électricité, gaz, eau, téléphone fixe ou accès à internet de l'hébergeant).
- 3 photographies d'identité** récentes (format 35 mm x 45 mm - norme ISO/IEC 19794 – 5 : 2005) (pas de copie).
- Justificatif d'acquiescement de la taxe sur le titre de séjour et du droit de timbre** à remettre au moment de la remise du titre.

2. PREMIÈRE DEMANDE – DOCUMENTS SPÉCIFIQUES AU TITRE SOLLICITÉ

2.1. Salarié détaché ICT (art. L. 313-24 du CESEDA)

code Agdref : 3604

- Formulaire** CERFA n°15619*01 renseigné par le responsable de l'établissement qui accueille en France. Ce formulaire reprend les pièces justificatives visées par l'arrêté INTV1629674A du 28 octobre 2016. Il précise en outre les fonctions d'encadrement et d'expertise exercées avec la qualification prévue dans la classification de la convention collective ou l'accord collectif applicable dans l'établissement d'accueil en France.
- Contrat de travail** en vigueur conclu avec l'entreprise qui l'emploie hors de France ou à défaut tout document équivalant dans le droit en vigueur localement datant de plus de 3 mois.
- Justificatif de ressources** : La rémunération minimale en euros est déterminée par la qualification prévue par la convention collective ou l'accord collectif applicable à l'établissement d'accueil en France.
- Justificatif que l'établissement ou l'entreprise qui l'emploie et celui dans lequel s'effectue sa mission appartiennent au même groupe d'entreprises.
- Un extrait à jour K bis de l'entreprise au sein de laquelle il effectue sa mission.
Le certificat de détachement sécurité sociale
- Le cas échéant, le mandat autorisant une personne morale ou privée établie en France à accomplir les démarches administratives en son nom et pour son compte.

2.2. Salarié détaché ICT (famille) (art. L. 313-24 du CESEDA)

code Agdref : 9850 (conjoint) / 9851 (enfant)

-
- Vérifier préalablement que la décision de fabrication du titre « salarié détaché mobile ICT » au profit du conjoint ou du parent a bien été validée.
- si l'étranger est marié et/ou a des enfants : carte de séjour du conjoint (ou carte d'identité) ; extrait d'acte de mariage, ou extraits d'acte de naissance des enfants avec filiation (documents correspondant à la situation au moment de la demande) correspondant à la situation au moment de la demande (sauf si le demandeur est déjà titulaire d'un titre de séjour).
-

3. RENOUELEMENT – DOCUMENTS SPÉCIFIQUES AU TITRE SOLLICITÉ

- 3 derniers bulletins de salaire